



**Fourniture, pose et maintenance d'un panneau d'affichage  
numérique sur la Commune d'Ornex**

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**Date et heure limites de réception des offres**

**Vendredi 07 février à 17h**

## **SOMMAIRE**

Article Premier : Objet de la consultation – Dispositions générales .....	3
1.1    Objet du marché.....	3
1.2    Décomposition en tranches et lots .....	3
1.3    Durée du marché.....	3
Article 2 : Pièces contractuelles du marché .....	3
Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison .....	3
Article 4 : Conditions d'exécution des prestations .....	3
Article 5 : Maintenance .....	3
Article 6 : Garanties financières .....	3
Article 7 : Avance.....	3
Article 8 : Prix du marché .....	4
8.1. Caractéristiques des prix pratiqués.....	4
8.2. Modalités de variations des prix .....	4
Article 9 : Modalités de règlement des comptes .....	4
9.1. Présentation .....	4
9.2. Modalités de transmission des factures.....	4
9.3. En cas de cotraitance : .....	5
9.4. Délai global de paiement.....	5
Article 10 : Pénalités.....	5
10.1. Pénalités de retard .....	5
10.2. Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance .....	5
10.3. Pénalités pour travail dissimulé .....	6
Article 11 : Assurance .....	6
Article 12 : Résiliation du marché .....	7
Article 13 : Droit et langue .....	7
Article 14 : Dérogations au CCAG.....	7
Article 15 : Clauses techniques particulières.....	7
15.1. Caractéristiques principales .....	7
15.2. Descriptif esthétique du mobilier.....	8
15.3. Descriptif technique du logiciel ou des technologies adaptées.....	8
15.4. Lieu d'installation .....	8
15.5. Installation et mise en service : .....	8
15.6. Garantie.....	9
15.7. Conditions générales de livraison : .....	9
15.8. Capacités professionnelles de l'entreprise .....	9
15.9. Bon de livraison .....	9

## **Article Premier : Objet de la consultation – Dispositions générales**

### **1.1 Objet du marché**

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) concernent la fourniture, la pose et la maintenance d'un panneau d'affichage numérique sur la Commune d'Ornex.

### **1.2 Décomposition en tranches et lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

### **1.3 Durée du marché**

La durée du marché se confond avec le délai d'exécution indiqué à l'acte d'engagement et au présent C.C.P.

## **Article 2 : Pièces contractuelles du marché**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes, et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- l'acte d'engagement,
- le Cahier des Clauses Particulières,
- le devis détaillé des prestations et fournitures,
- la notice technique,

## **Article 3 : Délais d'exécution ou de livraison**

Le panneau devra être installé et en fonction au plus tard le 15 mai 2020.

La pose du panneau devra se faire en coordination avec le chantier de la mairie actuellement en cours.  
Livraison et installation (délai garanti à réception de la notification) : 6 semaines.

## **Article 4 : Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché.

### **Formation du personnel**

Le titulaire assurera la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations. La société s'engage à former le personnel chargé d'utiliser le logiciel de programmation et de pilotage de l'écran électronique du panneau numérique.

## **Article 5 : Maintenance**

La réalisation de la prestation de maintenance débute une fois la mise en service prononcée, pour une durée de 3 ans renouvelable 3 fois tacitement.

Les prestations de maintenance sur site pendant la durée totale de la garantie sont à préciser par le candidat ainsi que les moyens humains et matériels mis à disposition pour répondre à ce service.

La Commune d'Ornex demande une garantie de 10 ans minimum.

## **Article 6 : Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **Article 7 : Avance**

Aucune avance ne sera versée.

## **Article 8 : Prix du marché**

### 8.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 8.2. Modalités de variations des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2020 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes et non actualisables pour la prestation de fourniture et de pose de l'équipement. Sans dépasser une augmentation de 2% par an.

## **Article 9 : Modalités de règlement des comptes**

### 9.1. Présentation des demandes de paiements

Le titulaire émet une facture afin d'en obtenir le paiement adressé à la mairie d'Ornex. Les factures sont établies en un original.

Elles portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- l'identification des prestations,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro du compte bancaire à créditer,
- la période de réalisation des prestations,
- le prix forfaitaire des prestations concernés en euros H.T.,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total T.T.C.,
- la date d'établissement de la facture,

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. En cas de pièces ou d'informations manquantes, le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés.

### 9.2. Modalités de transmission des factures

Dans le cadre de la promotion de la dématérialisation dans la commande publique, l'ordonnance du 26 juin 2014 définit le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs :

- 1<sup>er</sup> janvier 2017 : obligation pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et les personnes publiques ;
- 1<sup>er</sup> janvier 2018 : obligation pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés) ;
- 1<sup>er</sup> janvier 2019 : obligation pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) ;
- 1<sup>er</sup> janvier 2020 : obligation pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

Cette disposition généralise par ailleurs aux collectivités territoriales et à tous les établissements publics, l'obligation faite à l'Etat d'accepter les factures électroniques.

En fonction de la situation particulière du titulaire, ce dernier devra se soumettre aux dispositions suivantes :

#### *a) Titulaire soumis à l'obligation d'émission de facture dématérialisée :*

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://choruspro-pro.gouv.fr/>

Le titulaire renseignera le numéro SIRET de la mairie d'Ornex : 210 102 810 00012

Les éléments suivants sont nécessaires :

- le numéro du marché,
- le numéro de la facture,
- le nom et l'adresse du créancier,
- les références du compte bancaire ou postal, rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement,
- le numéro de SIRET ou SIREN et du registre de commerce,
- le code APE,
- le montant total HT et TTC des travaux effectués, ainsi que le taux de TVA appliqué.

*b) Titulaire non-soumis à l'obligation d'émission de facture dématérialisée*

L'adresse de facturation est la suivante :

Mairie d'Ornex – 45 Rue de Béjoud – 01210 ORNEX

9.3. En cas de cotraitance :

- en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations et donc établit la facture correspondante ;
- en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

9.4. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

**Article 10 : Pénalités**

10.1. Pénalités de retard

Concernant les pénalités journalières, les stipulations de l'article 14.1 du CCAG FCS s'appliquent.

10.2. Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Le panneau d'information est indisponible lorsque, indépendamment du pouvoir adjudicateur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est inclus, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

L'indisponibilité débute :

- Dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait du pouvoir adjudicateur, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif ;
- Dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire ou à son représentant qualifié, dans un lieu prévu par le marché ;

Le logiciel figurant au marché est tenu pour indisponible lorsque l'usage en est rendu impossible, en raison d'un défaut de fonctionnement constaté par le pouvoir adjudicateur. L'indisponibilité s'applique à la

dernière version mise en œuvre par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage à rendre au pouvoir adjudicateur l'usage du logiciel defectueux, au terme d'un délai fixé à vingt-quatre-heures décomptées suivant les stipulations ci-dessous, ou, à défaut, à lui mettre à disposition une solution aux fonctionnalités équivalentes.

En cas de constatation de nouveaux défauts sur le logiciel et l'équipement en cause, le titulaire est tenu d'y apporter de nouvelles corrections aux mêmes conditions.

Pendant ce délai, et jusqu'à ce que l'usage du logiciel et/ou de l'équipement redevienne possible, les matériels dont le pouvoir adjudicateur ne peut faire usage, par suite d'indisponibilité d'un logiciel, sont réputés indisponibles. Les pénalités sont alors calculées comme ci-dessous. La rémunération du droit d'utilisation des logiciels indisponibles est suspendue.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition du pouvoir adjudicateur des éléments, en état de marché. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

Le titulaire est tenu de faire connaître au pouvoir adjudicateur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-dessous.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

Ces seuils sont fixés à :

Huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;

Quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.

La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P=(V*R) / 30 ;$$

P= le montant de la pénalité ;

V= la valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance ;

R= le nombre de jours de retard.

### 10.3. Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **Article 11 : Assurance**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### **Article 12 : Résiliation du marché**

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00%.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés ou de refus de produire les pièces prévues dans l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des condition de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

#### **Article 13 : Droit et langue**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### **Article 14 : Dérogations au CCAG**

Sans objet.

#### **Article 15 : Clauses techniques particulières**

##### 15.1. Caractéristiques principales

Les caractéristiques minimales prévues pour le panneau d'affichage administratif numérique sont :

<b>Modalités de connexion</b>	Ethernet/ Fibre/ GSM
<b>Fonctionnalité attendue</b>	Le panneau d'affichage numérique permettra la consultation des documents affichés par la Commune de façon intuitive par l'utilisateur (délibérations, avis, etc). La publication doit pouvoir se faire par les services concernés depuis leur poste de travail.
<b>Typologie d'affichage</b>	L'affichage doit se faire selon la charte graphique du site de la Commune
<b>Affichage au sein de la page de message</b>	Date- heure
<b>Dimensions minimums écran d'affichage</b>	1000 x 550 mm

<b>Design du mobilier</b>	En totem Design sobre et élégant : des variantes sont possibles (proposer une palette de couleur en accord avec le mobilier urbain de la commune. La commune privilégie les structures fines).
<b>Côté d'affichage</b>	Simple face
<b>Réglage de luminosité</b>	Automatique
<b>Accessibilité</b>	Accessibilité aux personnes : -à mobilité réduite, -avec un handicap moteur, cognitif ou visuel

### 15.2. Descriptif esthétique du mobilier

La commune d'Ornex attache une grande importance au respect du paysage, le matériel proposé s'intégrera à l'environnement tel qu'il est et comme il peut évoluer.

### 15.3. Descriptif technique du logiciel ou des technologies adaptées

La Mairie d'Ornex souhaite que la gestion informatique des messages puisse avoir les caractéristiques suivantes :

- Programmation de date à date, de jour en jour, d'heure à heure via un logiciel internet, le tout pilotable depuis les ordinateurs situés en mairie,
- Pilotage du panneau via une application mobile dédiée permettant la mise en place rapide de documents, et d'avoir un suivi de la maintenance automatiquement,
- Protection maximum des informations diffusées sur les panneaux,
- Mise à jour régulière des nouvelles fonctionnalités disponibles,
- Le logiciel permettra l'affichage de pictogrammes et de gifs animés,
- Aperçu avant l'envoi sur les panneaux,
- La formation tout au long de la durée du marché du personnel utilisateur de la Mairie d'Ornex dans nos locaux et à la charge du titulaire. Cela comprend la formation initiale, les formations suites aux remises à jour des logiciels, l'assistance téléphonique, etc.

### 15.4. Lieu d'installation

- Rue de Béjoud : DEVANT LA MAIRIE (le prestataire devra être force de proposition en ce qui concerne l'emplacement exact du panneau), pour cela une visite est conseillée.

Une étude en cours viendra affiner la proposition et son emplacement définitif.

### 15.5. Installation et mise en service :

La commune d'Ornex souhaite une solution clé en main, ainsi le titulaire du marché se chargera de toute la partie afférant au génie civil et à la partie électrique.

Il aura à sa charge la remise en l'état des sols à l'identique.

Travaux réalisés par le titulaire du marché :

- L'alimentation électrique et informatique du point de départ jusqu'au panneau numérique,
- Le génie civil : massif béton, le titulaire devra fournir les plans et note de calculs ainsi que les certificats de conformité du matériel installé. La réalisation des tranchées pour câbles électriques et téléphoniques (y compris les travaux y afférent : fouilles, ...),
- Validation du système électrique et certificat de conformité,
- La livraison et la pose,



- Le raccordement électrique,
- Le mode de programmation,
- Les tests et la mise en service,
- L'installation et la formation sur le logiciel de pilotage (de 2 personnes au moins).

#### 15.6. Garantie

Le candidat devra proposer sur l'acte d'engagement la durée totale de la garantie du panneau d'affichage électronique.

#### 15.7. Conditions générales de livraison :

Le titulaire du marché sera tenu d'effectuer sa livraison avec des véhicules pouvant accéder jusqu'au lieu effectif d'installation du panneau. En conséquence, il fera son affaire personnelle de toutes les contraintes dues à l'accessibilité aux sites ainsi qu'à leur utilisation (notamment pour les heures de présence du personnel).

Par ailleurs, il devra disposer de moyens humains suffisants pour mener à bien sa mission.

Il est rappelé que les règles de bienséances et de présentation du personnel devront être scrupuleusement respectées. L'administration dégage toute responsabilité en cas d'accident dû au transport ou à la manipulation des produits.

#### 15.8. Capacités professionnelles de l'entreprise

Le candidat devra justifier ses compétences et de son savoir-faire en fournissant tout document justifiant de ses qualifications professionnelles. Le candidat fournira également un certain nombre de références significatives proches du département de la consultation et appuiera ses références par quelques certificats de capacités fournis par ses clients.

Les panneaux fournis devront justifier d'une conformité aux zones de vent de la région d'installation. Le titulaire devra fournir les plans de massif béton établis selon les mêmes normes.

#### 15.9. Bon de livraison

Un bon de livraison devra accompagner la remise du panneau d'affichage. Le bon de livraison sera numéroté et en deux (2) exemplaires. Il comportera le nom et adresse du titulaire, la référence de la commande et la date de livraison.

Le bon de livraison devra faire apparaître le libellé et le code article mentionné sur le bon de commande.